

*L'Adresse—M. Blaikie*

de l'Ouest au fil des ans, promesses auxquelles la majorité de ces Canadiens avaient prêté foi, à tel point qu'ils ont élu en grand nombre à la Chambre des députés conservateurs, en particulier lors des dernières élections. Le parti progressiste conservateur a malheureusement laissé tomber ses électeurs de l'Ouest. Je vais citer quelques exemples qui montrent que j'ai bel et bien raison.

Le premier qui me vient à l'esprit, sans doute parce que je viens d'une ville ferroviaire, Transcona, concerne VIA Rail. Cette question a été maintes fois évoquée à la Chambre depuis la rentrée parlementaire. Après deux années de pouvoir, on n'a toujours pas commandé les nouveaux trains transcontinentaux. Combien de temps faut-il pour trouver suffisamment de détermination et de compétence afin de commander du matériel que tout le monde juge absolument nécessaire, si l'on veut vraiment revitaliser le service-voyageurs au Canada?

● (1640)

Personne ne pourrait soutenir que le gouvernement n'a pas compromis l'avenir de VIA Rail. Nous avons été témoins le printemps dernier de la présentation de ce projet de loi scandaleux qui visait à imposer des objectifs de rentabilité sur la route transcontinentale de ce service ferroviaire. On aurait exigé que VIA Rail atteigne ces objectifs en l'espace de deux ans. Le gouvernement savait pourtant fort bien que sans le nouveau matériel roulant, qui n'était même pas commandé, il lui était absolument impossible d'atteindre de tels objectifs de rentabilité. VIA Rail ne pouvait réussir sans le matériel, et il ne peut absolument pas se le procurer dans de si courts délais. J'espère bien qu'on les prolongera lorsque ce projet de loi parviendra à la Chambre, mais on n'a toujours pas commandé le matériel en question. J'espère aussi que nous n'aurons pas une autre déclaration d'intention du ministre des Transports (M. Crosbie), mais qu'il nous annoncera très bientôt l'achat du matériel en question. Quand il a dit l'autre jour mi-sérieux mi-rieur qu'il espérait pouvoir faire une telle annonce autant de fois que ses prédécesseurs, j'espérais, dans mon for intérieur, qu'il serait le dernier à agir ainsi et que la prochaine fois qu'il en parlerait, ce serait pour nous annoncer des mesures concrètes.

Nous avons entendu l'autre jour aux nouvelles que le CN et le CP souhaitaient abandonner littéralement des douzaines de milliers de milles de lignes ferroviaires. Le ministre des Transports est intervenu pour nous rassurer en nous disant que ces deux sociétés devraient se conformer à la loi. Quelle loi? Celle que le gouvernement a l'intention de modifier pour leur donner toutes deux une plus grande marge de manoeuvre encore afin qu'elles puissent faire ce qu'elles veulent? Le ministre a mentionné la Commission canadienne des transports. Nous espérons que lorsque la nouvelle loi sur les transports aura été adoptée, il n'y aura plus de CCT telle que nous l'avons connue jusqu'à maintenant. Le CN et le CP, en raison de la nouvelle loi et de la déréglementation, pourront faire ce qu'ils voudront dans la mesure où ils seront en mesure de démontrer que c'est nécessaire pour demeurer ce qu'ils appellent compétitifs.

Je déclare aux gens de l'Ouest qui ont pu penser sincèrement qu'ils avaient ici de véritables alliés, que ce n'est pas le cas. Ils ne peuvent pas avoir de vrais alliés dans un parti qui s'est engagé non pas vis-à-vis de l'ouest du Canada, mais bien de

l'idéologie de l'économie de marché. En fin de compte, si l'économie de marché réclame l'extinction de l'Ouest, celle de la ferme familiale ou de toute autre chose jugée périmée, vous ne pouvez pas compter sur ces alliés.

Voyons un peu le cas de l'exploitation agricole familiale. Voilà une chose qui devrait frapper beaucoup de gens de ce pays, particulièrement parmi ceux qui s'estiment de tendance conservatrice, ceux qui pensent que la ferme familiale représente une institution permanente, une structure à valeur culturelle, qui doit être considérée comme l'un des fondements de la vie canadienne. Si la ferme familiale est vulnérable, si l'on peut s'en passer, si on peut la sacrifier sur l'autel de l'économie de marché internationale et de ce que l'on appelle la concurrence, alors tout est vulnérable. Personne n'est à l'abri.

Quelle réponse avons-nous du gouvernement? Nous avons un programme de transition pour aider les agriculteurs à se recycler ailleurs. Pourquoi? Parce que les gouvernements ne considèrent plus l'agriculture comme une vocation, mais strictement comme une entreprise. On ne parle plus de l'attachement à la terre. La terre est simplement quelque chose qu'il faut exploiter et traiter avec des engrais, des pesticides et toutes sortes d'autres produits pour obtenir le rendement le meilleur possible et réaliser le plus de bénéfices possibles. Le problème, c'est que, malgré tout, à cause du système économique actuel à l'échelle internationale, les agriculteurs n'arrivent toujours pas à faire assez d'argent pour survivre.

Au lieu de s'attaquer au système international, aux banques et aux autres responsables de la situation, le ministre de l'Agriculture (M. Wise) et ses collègues prennent un air de circonstance pour montrer qu'ils regrettent ce qui s'est passé et disent qu'ils feront leur possible à l'intérieur du régime financier actuel, mais qu'ils ne s'en prendront pas aux forces qui sont en train de détruire la ferme familiale dans l'Ouest. De fait, ce n'est pas seulement la ferme familiale, c'est aussi le fondement écologique même de notre industrie agricole qu'on est en train de détruire. Je songe au rapport du Sénat sur l'érosion des sols et aux autres données que nous avons rassemblées au cours des années qui montrent que la voie où nous avons laissé notre industrie agricole s'engager mène à la catastrophe. Nous commençons à voir les conséquences de ce mode d'agriculture et, à mon avis, les agriculteurs devraient être les derniers à en souffrir au lieu d'être les premiers comme c'est le cas maintenant.

**M. le vice-président:** Questions et observations.

**M. McMillan:** Monsieur le Président, le député est bien connu à la Chambre et ailleurs comme un homme juste et raisonnable dont la sincérité n'a d'égal que l'éloquence lorsqu'il est question de l'environnement. Il a demandé pourquoi le discours du trône n'accordait pas expressément autant d'importance à la lutte contre la pollution dans la rivière Niagara qu'à la solution du problème des pluies acides dans le cadre des pourparlers avec les États-Unis. J'imagine qu'il a lu le passage suivant du discours du trône:

Conscient du lien essentiel qui existe entre un environnement sain et la qualité de la vie au Canada, mon gouvernement vous demandera d'adopter une nouvelle loi sur la protection de l'environnement, qui lui permettra de s'attaquer plus efficacement, de concert avec les provinces, aux diverses causes de pollution, notamment les déversements de déchets toxiques. Il vous proposera aussi des mesures visant à améliorer la qualité de l'eau au Canada et à protéger les citoyens contre les dangers de la pollution chimique.